



Observateur du Fonds Mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 32 : 10 novembre 2016

OFM est une lettre d'information indépendante du Fonds mondial.

[OFM en direct>>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Contactez-nous >>](#)

AU SOMMAIRE:

1. [ACTUALITÉS & ANALYSE : Impact de la fluctuation des devises sur le financement des programmes VIH / sida](#)

Au cours des derniers mois, des fluctuations importantes de la valeur de monnaies ont eu des répercussions sur le financement du sida. Cela doit être vu dans un contexte où les ressources nationales visant le VIH doivent croître, à la fois parce que la plupart des pays touchés par le virus ont considérablement amélioré leur situation économique et continuent à afficher une croissance lente mais constante, et à cause de bailleurs qui souhaitent réduire ou réorienter les financements.

2. [ACTUALITÉS : Liste complète des promesses de dons pour 2017-2019 maintenant disponible](#)

Le Fonds mondial a publié la liste complète des promesses de dons pour la cinquième reconstitution. Cette liste comprend une promesse de la Chine à hauteur de 18 millions de dollars, qui a été annoncée quelques jours après la fin de la Conférence de reconstitution.

3. [ACTUALITÉS : Les délégations des communautés et de la société civile publient une déclaration commune sur les résultats de la reconstitution](#)

Les communautés et les organisations de la société civile membres du Conseil du Fonds mondial ont été parmi les nombreuses entités qui ont applaudi les résultats de la cinquième reconstitution, mais ont également appelé à investir davantage dans la lutte contre les maladies.

[4. ACTUALITÉS : Engagement renouvelé de la Fondation Ecobank envers le Fonds mondial](#)

Cet article détaille l'engagement renouvelé de la Fondation Ecobank envers le Fonds mondial. Comme cela a été mentionné dans l'OFM 31, la Fondation s'est engagée, au cours de la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial qui s'est tenue récemment, à hauteur de 3 millions de dollars sur trois ans pour aider les bénéficiaires du Fonds à développer leur capacité en matière de gestion financière.

[5. ANALYSE : L'audit du BIG révèle de graves insuffisances dans la façon dont l'argent les subventions à la RDC est utilisé](#)

Un rapport de trente pages du Bureau de l'Inspecteur général (BIG) publié par le Fonds mondial souligne de graves lacunes dans la gestion programmatique et financière des subventions à la République démocratique du Congo.

[6. ACTUALITÉS : Des obstacles à l'information pour la société civile, selon le rapport sur les subventions régionales](#)

Un nouveau rapport révèle que des obstacles importants empêchent les groupes de la société civile et les communautés de s'impliquer efficacement dans les subventions régionales. Cependant, la majorité des personnes interrogées dans le cadre du rapport indique que les subventions régionales constitue une part essentielle du portefeuille du Fonds mondial, en particulier pour les programmes bénéficiant aux populations clés et vulnérables.

[7. ACTUALITÉS & ANALYSE : Certains récipiendaires principaux bataillent avec les exigences du Fonds mondial en matière d'élaboration de rapport](#)

Certains récipiendaires principaux du Fonds mondial craignent que les exigences de en matière d'élaboration de rapports sur leurs subventions sont trop importantes et que, lorsque ces exigences changent au fil du temps, trop peu d'appui est apporté pour répondre aux nouvelles obligations.

[8. ACTUALITÉS : La FAQ donne plus d'informations sur le processus de demande de subventions pour la période 2017 à 2019](#)

Une foire aux questions de seize pages, publiée récemment par le Fonds mondial, donne plus d'informations sur le processus de demande de subventions, y compris une description des trois types de demandes de financement.

ARTICLES:

1. ACTUALITÉS : Impact de la fluctuation des devises sur le financement des programmes VIH / sida

Nick Zebryk et Alan Whiteside

De 1990 à 2015, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté à un taux annuel moyen de 3,86 % en Afrique sub-saharienne, contre 2,79 % au niveau mondial. Ces différences sont encore plus prononcées quand on examine d'autres périodes. De 2000 à 2015, le PIB en Afrique subsaharienne a, selon les données de la Banque mondiale, augmenté en moyenne de 5,04 %, contre 2,87 % à l'échelle mondiale.

Cette tendance à la hausse a vu l'émergence d'une opinion selon laquelle les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement, devraient devenir plus autonome financièrement, moins dépendre de l'aide étrangère et se reposer plus sur les résultats de leur croissance économique. Le concept de « dead aide », c'est-à-dire la croyance selon laquelle l'aide internationale au développement a un impact limité sur le développement d'un pays, est emblématique. À côté de cela, les gouvernements dans les pays riches sont confrontés à de nouveaux défis auxquels, notamment les changements environnementaux et les mouvements migratoires importants pour ne citer que ces deux-là.

Nulle part ce changement n'est plus évident que dans le monde du VIH et du SIDA. Au début de l'épidémie, les réponses à la maladie dans les pays en développement ont été largement financées par des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et les gouvernements étrangers. Récemment, toutefois, les pays en développement ont été fortement incités à allouer une plus grande quantité de leurs ressources nationales au financement de leur riposte au VIH et au SIDA, tandis que, dans le même temps, le financement international a commencé à se stabiliser ou même baisser.

Cette tendance repose sur l'idée que les économies des pays bénéficiaires continueraient de croître. Alors que les perspectives pour beaucoup de pays à revenu faible et moyen inférieur se sont lentement et régulièrement améliorées, des obstacles importants demeurent à surmonter pour nombre de ces pays afin de parvenir à une croissance économique soutenue.

Cette pression pour plus d'autonomie amène à se demander si les pays sont effectivement en mesure d'assumer une part accrue de leur propre financement pour lutter contre le VIH et le sida. Par exemple, selon les chiffres de la Banque mondiale, en 2012 le Swaziland a reçu plus de 100 millions de dollars d'aide au développement alors que le Malawi a reçu un peu plus de 1,1 milliard de dollars. La figure 1 montre la répartition des dépenses liées au VIH et au sida par sources internationales et nationales. Le Swaziland dépense plus de 82 millions de dollars

sur le VIH et le sida, 68 % provenant de sources internationales. Le Malawi, lui, dépense plus de 145 millions de dollars sur le VIH et le sida, 92 % provenant de sources internationales selon l'ONUSIDA.

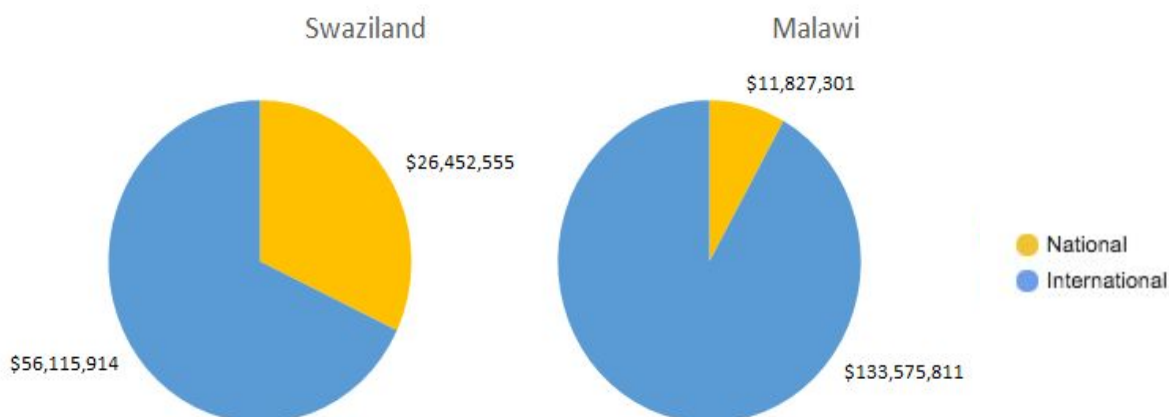


Figure 1 - Dépenses VIH provenant de sources nationales et internationales

Ces chiffres ont des implications importantes sur la capacité d'un pays à auto-financer leur riposte au VIH et au sida. Par exemple, il serait impossible pour le Malawi de financer leur programme sur fonds propres au même niveau qu'aujourd'hui sans l'aide importante des bailleurs internationaux.

Taux de change et des fluctuations monétaires

Au niveau national

L'importance des taux de change est un problème sous-estimé. Si la baisse de l'engagement international en faveur du financement des programmes VIH et sida repose sur une forte croissance économique des pays bénéficiaires, la baisse des devises pourraient avoir un impact considérable et négatif sur leur capacité à financer leur propre riposte au VIH et au sida. En tant que tel, le recours accru aux contributions nationales pour lutter contre l'épidémie peut être prématuré.

La dépréciation de la plupart des monnaies africaines - monnaies dont la valeur a considérablement diminué au cours des 10 dernières années - a été d'une grande importance pour la lutte contre le VIH et le sida. En Afrique australe, le Rand sud-africain, a connu des niveaux de change historiquement bas par rapport au dollar américain. Cela se voit dans la figure 2 qui montre le taux de change dollar / rand. À son niveau le plus haut au cours des cinq dernières années, un rand valait 13 cents américains ; à son plus bas niveau au début de l'année 2016, il valait moins de 6 cents américains.

Cette dépréciation est particulièrement inquiétante car un certain nombre de pays de la région de l'Afrique australe ont indexé leur monnaie sur le rand. Le Lesotho, la Namibie et le Swaziland sont dans une aire monétaire commune (Common Monetary Area, CMA) avec l'Afrique du Sud. Leurs taux de change sont identiques : un changement dans la valeur du rand conduit à la même variation de la valeur du maloti Lesotho, du dollar namibien et du swazi lilangeni. Le CMA est essentiel car l'accord concerne les pays où la prévalence est la plus élevée dans le monde. En outre, le rand constitue une part importante du panier de monnaies qui déterminent le taux de change d'autres monnaies régionales telles que le pula du Botswana, le kwacha zambien et malawien et le metical mozambicain. Alors que le rand continue de dévaluer, les monnaies de ces autres pays aussi.



Figure 2 - Taux de change du dollar américain contre le rand sud-africain sur cinq ans (source : Xe.com)

Si les pays subissent des coûts libellés en devises étrangères (tels que des médicaments ou des fournitures) alors c'est un problème. En terme de riposte au VIH et au sida, cela signifie que, lorsque la valeur des monnaies locales continue de diminuer (ou reste à un niveau bas), l'engagement national de ces pays doit augmenter d'un montant encore plus important afin d'en « avoir autant pour son argent ».

International

Un problème potentiel similaire peut être observé quand on regarde les sommes octroyées par des donateurs étrangers. Les contributions internationales aux programmes relatifs au VIH et au sida sont généralement exprimés en dollars américains. Avec un dollar fort, les promesses des donateurs dans leurs propres monnaies locales peuvent s'aplatir voire même diminuer.

L'article d'Aidspan intitulé « 12,9 milliards de dollars de promesses à la fin de la Conférence de reconstitution selon le Fonds mondial » se penche précisément sur ce phénomène.

Par exemple, au moment de la dernière Conférence mondiale de reconstitution, le dollar canadien était à parité avec le dollar américain. En 2016, 1 dollar canadien valait seulement 0,76 dollar américain. Par conséquent, même si le gouvernement canadien s'est engagé à accroître son engagement international en faveur du Fonds mondial de 24 %, ce chiffre est presque complètement annulé par la baisse de valeur du dollar canadien. Cela peut aussi fonctionner dans l'autre sens. Par exemple, le Japon a réitéré son engagement de 2013, en promettant de verser 800 millions de dollars américains. Alors que le yen japonais se déprécie de façon significative depuis 2013, le renouvellement de cette contribution, faite en dollars américains, constitue en fait une importante augmentation du montant versé par le Japon comme indiqué dans l'[article](#) d'Aidspan précédemment cité. Bien sûr, pour les Canadiens, l'augmentation de leur contribution signifie qu'une part supplémentaire de leurs impôts vont au Fonds mondial car les taux de change sont largement hors de propos.

Les fluctuations des taux de change doivent toujours être pris en compte lorsque l'argent traverse les frontières ou lorsque les produits sont achetés sur le marché international.

En conclusion

Il est absolument essentiel que les niveaux de financement pour le VIH et le sida restent élevés afin de maintenir et d'améliorer les gains importants réalisés au cours des 15 dernières années. Cela peut ne pas être possible pour certains pays alors que l'incertitude économique continue de sévir dans la région. Il peut également être trop tôt pour que la communauté internationale transitionne vers un système où la lutte contre l'épidémie du VIH et du sida devienne de plus en plus tributaire des contributions nationales. Enfin, la monnaie dans laquelle la lutte est financée est le dollar américain. Cela signifie que les taux de change doivent faire l'objet de considération importante lorsqu'on regarde ce que cela représente à la fois en termes de rentrées financières et de dépenses.

Nick Zebryk est chercheur à la Balsillie School for International Affairs, et Alan Whiteside est président en politique de santé mondiale du CIGI, à la Balsillie School for International Affairs et à l'université Wilfrid Laurier de Waterloo ainsi que professeur émérite de l'Université du KwaZulu-Natal, à Durban.

[HAUT](#)

2. ACTUALITÉS : Liste complète des promesses de dons pour 2017-2019 maintenant disponible

Le Fonds mondial explique comment il convertit les contributions en dollars américains

David Garmaise

Le Fonds mondial a publié la liste finale des promesses de dons faite à la cinquième Conférence de reconstitution qui s'est tenue à Montréal, au Canada, les 16-17 septembre 2016. La liste est disponible en anglais en format PDF [ici](#).

La liste comprend une promesse de la Chine de US \$ 18 millions, faite le 19 septembre au Nations unies, quelques jours après la fin de la Conférence. (Dans notre [dernière édition](#), nous avons signalé que la Chine était venue à la conférence « les mains vides. »)

Dans le document listant les contributions, en note de bas de page, le Fonds mondial explique que « *la valeur équivalente en dollars américains des engagements effectués en d'autres devises que le dollar sont calculés à un taux de conversion basé sur une moyenne mobile de cinq ans, calculée le 15 septembre 2016, à partir des taux au comptant référencés sur Thomson Reuters* ».

Dans un courriel à Aidsplan, Seth Faison, le Directeur de la communication du Fonds mondial a expliqué que si le Fonds évalue son financement global en dollar américain, les engagements et les contributions réelles sont faites dans de multiples devises. « *Comme les taux de change fluctuent constamment* », a-t-il dit, « *il n'y a pas de moyen idéal pour mesurer les contributions dans une monnaie unique.* »

Seth Faison a déclaré que le Fonds mondial garde maintenant des contributions en euros et en livres sterling, et peut verser le financement dans ces devises pour certaines subventions, sans qu'il soit nécessaire de convertir en dollar américain, ce qui réduit les effets des fluctuations monétaires. Mais un autre facteur, a-t-il dit, est que le Fonds mondial emploie actuellement une stratégie de couverture dynamique qui protège la valeur des contributions faites dans une monnaie autre que le dollar américain qui sont converties en dollars américains, et qui limite l'effet de la fluctuation des taux de change sur les contributions qui ont déjà été faites.

[HAUT](#)

3. ACTUALITÉS : Les délégations des communautés et de la société civile publient une déclaration commune sur les résultats de la reconstitution

De nombreuses organisations se félicitent des résultats mais insistent qu'il faut faire plus

David Garmaise

Dans une déclaration conjointe, les délégations des communautés et de la société civile auprès du Conseil du Fonds mondial ont félicité les bailleurs gouvernementaux, les pays maîtres d'oeuvre, le secteur privé et les partenaires de la société civile pour la cinquième reconstitution du Fonds. Dans le même temps, ils ont déclaré que tous les intervenants doivent non seulement respecter ces engagements, mais aussi rester concentrés sur le travail crucial qui reste à accomplir afin de mobiliser des ressources supplémentaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables et les plus démunies, où qu'elles vivent.

Comme nous l'avons [indiqué](#) dans l'édition 31 de l'OFM, 12,9 milliards de dollars américains ont été promis lors la Conférence de reconstitution qui s'est tenue à Montréal (Canada) du 16 au 17 septembre, c'est-à-dire très près de l'objectif de 13 milliards de dollars du Fonds.

Les délégations ont déclaré que ce chiffre ne constituait que le minimum nécessaire. « *Le dossier en [faveur de l'investissement](#) dans le Fonds mondial indique que 13 milliards de dollars ne couvrent que 80% des besoins. L'absence d'investissement supplémentaire se traduirait certainement par la perturbation des communautés, par des vies perdues et par de nouvelles infections évitables* », ont-ils ajouté. Le texte intégral de la déclaration peut être consulté [ici](#).

Ce type de réaction - se féliciter du succès de la campagne de reconstitution, mais rappeler que des fonds supplémentaires doivent être investis - était

STOPAIDS.

assez courant. Par exemple, le 17 septembre, Mike Podmore, directeur de STOPAIDS, une ONG du Royaume-Uni, a [déclaré](#) (en anglais) que « *malgré un contexte politique et économique difficile, le monde a su saisir cette opportunité et démontrer son engagement indéfectible en faveur de l'éradication du sida, de la tuberculose et le paludisme* ».

« *Cette reconstitution nous aidera à rester en bonne voie pour atteindre les objectifs de mettre fin au sida, à la tuberculose et au paludisme d'ici 2030* », a ajouté M. Podmore. « *Mais c'est juste assez pour ce faire. Treize milliards de dollars représentent 80% des besoins du Fonds mondial pour être financé entièrement et cela ne peut donc être que le début d'un effort continu de collecte de fonds pour le Fonds mondial et pour les réponses*

globales vis à vis des trois maladies. Si nous ne continuons pas à augmenter l'investissement, alors les épidémies repartiront et nous frapperont deux fois plus dur. »

Ce qui suit est un échantillon de la réaction d'autres organisations qui ont souligné la nécessité de faire plus.

« Le Fonds mondial a le mérite de célébrer une augmentation des contributions des bailleurs de fonds », a [déclaré](#) (en anglais) Mit Philips, conseiller en politiques de santé à Médecins Sans Frontières. « Cependant, » a-t-il ajouté « le succès de la Conférence de reconstitution devrait être ramené à la réalité de ceux qui risquent d'être laissés pour compte. La vérité est que le Fonds mondial a réduit ses ambitions et fixé l'objectif de financement à ce qu'il pourrait obtenir des pays donateurs, plutôt qu'aux ressources nécessaires pour combler le fossé entre les besoins et pour relever les défis à venir dans les combats contre les trois maladies mortelles. L'objectif de financement le plus bas est également aligné sur les limites imposées par le Fonds mondial à la quantité de fonds que certains pays peuvent recevoir et pour quelles interventions.



La réjouissance des résultats de la reconstitution sonnera faux si elle entraîne une coupure prématurée du soutien aux pays à revenu intermédiaire qui sont aux prises avec des épidémies croissantes ou d'autres pays avec de grands besoins non satisfaits. Nous demandons au Fonds mondial d'avoir une appréciation honnête de l'impact de ses politiques et de mettre immédiatement un frein à tout nouveau rationnement du financement. Le Fonds mondial doit, en priorité, continuer d'augmenter et de mobiliser des ressources supplémentaires. »

Dans un [article](#) (en anglais) publié sur le site du Huffington Post le 30 septembre, Chris Collins, président de Friends of the Global Fight, une organisation américaine, a déclaré que l'effort mondial est actuellement sous-financé. « La réunion de Montréal doit être un tremplin pour un financement global de la santé suffisant pour faire de ces épidémies des maladies du passé », a-t-il dit.

Dans un communiqué conjoint, Women4GlobalFund, la communauté internationale des femmes vivant avec le VIH et la délégation des communautés du Fonds mondial ont déclaré: « Avec un fonds mondial entièrement financé, nous espérons que les interventions dans les pays vont aller au-delà des approches biomédicales traditionnelles ... La stratégie du Fonds mondial ... prend fermement position en faveur d'un renforcement de la riposte au VIH, à la tuberculose et au paludisme en appuyant des programmes visant à éliminer les inégalités de genre et les risques liés au genre et à éliminer les obstacles liés au genre qui empêchent les personnes d'accéder aux services de santé. »

Talent Madziva, l'avocate de W4GF, a déclaré que la reconstitution démontre que les acteurs de l'aide au développement prenaient la fin du SIDA au sérieux. « *Ces ressources doivent être priorisées correctement! Alors que nous célébrons cette reconstitution, nous devons mettre en œuvre les bons programmes et répondre de manière responsable, en plaçant les femmes et les populations clés au centre des réponses - en s'assurant que nous faisons partie de l'élaboration et du suivi des programmes et des services pour obtenir les bons résultats.* »

Certaines organisations ont critiqué les promesses faites par certains pays. « *Je suis déçu par la position française* », a déclaré Laurent Vigier, président des Amis du Fonds mondial Europe. « *Depuis la création du Fonds mondial, la France a toujours fait plus que sa part pour montrer sa détermination et exprimer sa solidarité avec les plus pauvres touchés par ces trois épidémies. En décidant de ne pas augmenter sa contribution pour le prochain triennat 2017-2019, c'est sa détermination exemplaire et constante à aider les plus pauvres qui est sapée. Une augmentation de la contribution de la France, même symbolique, en particulier dans le contexte difficile auquel nous sommes confrontés de nos jours, aurait eu un impact extraordinaire sur la communauté internationale et aurait donné à tout le monde un espoir encore plus grand qu'un monde meilleur soit possible* », a-t-il ajouté. (La déclaration complète est disponible dans les archives de l'auteur).

Le 15 septembre, Astrid Berner-Rodoreda, porte-parole d'Action contre le sida en Allemagne, a déclaré que la promesse de son pays de contribuer à hauteur de 800 millions d'euros, soit une augmentation de 33% par rapport aux 600 millions d'euros promis lors de la dernière reconstitution, pourrait ne pas être pérenne. « *D'après des informations préliminaires* », a-t-elle dit, « *les conversions de dettes en crédit pour la santé ainsi que le soutien technique de l'Allemagne pour le Fonds mondial ont été inclus pour la première fois dans la contribution de l'Allemagne. L'augmentation réelle de la contribution de base ne s'élève donc qu'à un faible montant de 25 millions d'euros par an.* » (La déclaration complète est disponible dans les archives de l'auteur).

Voir les réactions supplémentaires dans notre [article](#) consacré aux résultats de la reconstitution dans l'OFM n°31.

[HAUT](#)

4. ACTUALITÉS : Engagement renouvelé de la Fondation Ecobank envers le Fonds mondial

La Fondation promet une contribution de trois millions de dollars américains sur trois ans lors de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial

Andrew Green

La Fondation Ecobank a renouvelé son partenariat avec le Fonds mondial en annonçant une contribution d'une valeur de trois millions de dollars sur trois ans, lors de la Conférence de reconstitution du Fonds qui s'est tenue en septembre, à Montréal, au Canada, et dont Aidsplan a [déjà fait état](#).

Soulignant l'importance de son partenariat avec le Fonds mondial, Ecobank a profité de la Conférence pour relancer sa Fondation lors de la reconstitution par un événement de haut niveau et une campagne de marketing ciblée.

Au cours des trois dernières années, la Fondation Ecobank a rempli son engagement antérieur qui comprenait une combinaison de financements en cash et de services en nature sous la forme de sessions de formation destinées aux organisations bénéficiaires du Fonds mondial. Les formations sont destinées à aider les récipiendaires à améliorer leurs compétences en matière d'évaluation de la gestion des risques, de budgétisation et de comptabilité, entre autres. Cette combinaison était également évaluée à trois millions de dollars.

Dans le nouvel accord, la Fondation s'est engagée à développer son partenariat actuel avec le Fonds mondial en une « *plate-forme d'engagement et de plaidoyer pour les organisations et les individus qui partagent la même vision, celle d'accélérer la transformation de l'Afrique* », selon le [communiqué](#) (en anglais) de la Fondation. Julie Essiam, PDG de la Fondation Ecobank, a déclaré dans son discours d'annonce de la nouvelle entente, que l'engagement continuerait à aider les bénéficiaires du Fonds mondial à développer leur capacité de gestion financière.

« Cela s'appuie sur les compétences de base d'Ecobank pour s'assurer que les ressources disponibles améliorent efficacement la condition des communautés », a-t-elle déclaré.

Le Fonds mondial a indiqué sur [son site](#) (en anglais) que les formations tenues dans le cadre de l'engagement de la Fondation pour une période de trois ans ont permis d'améliorer les demandes de subvention ainsi que les processus de mise en œuvre et d'évaluation.

« Le partenariat est unique en raison de son origine africaine: une institution panafricaine a invité une organisation mondiale à s'associer pour résoudre les problèmes auxquels nous

faisons face sur le continent », a [déclaré](#) (en anglais) Ade Ayeyemi, Directeur général du groupe Ecobank, sur le site web de la société. « *Ce n'est pas une solution importée, mais une solution développée localement.* »

La première série de formations a particulièrement bénéficié aux organisations du Nigeria, du Sénégal et du Soudan du Sud. Il est maintenant prévu d'étendre ces formations.

« *Ce qui a été fait au Sénégal, au Nigeria et au Soudan du Sud est modulable* », a déclaré Mme Essiam. « *Nous devons continuer à travailler ensemble pour aller plus loin et à temps.* »

Favoriser le développement de l'Afrique

Ecobank s'est établie à Lomé (Togo) en 1988 et a été l'une des premières banques à être détenues et gérées par le secteur privé africain. Elle est présente dans 36 pays africains. La Fondation est appuyée par une partie des bénéfices d'Ecobank, après impôts.

Mme Essiam a déclaré que, en raison de sa position unique en Afrique, la Fondation essayait de se concentrer sur l'aide dans les domaines qui sont les plus susceptibles d'encourager le développement du continent.

« *Lorsque Ecobank et le Fonds mondial ont conclu un partenariat pour faire avancer la transformation socio-économique de l'Afrique, nous avons tous deux reconnu que la santé est un élément clé de la prospérité, surtout quand elle n'est pas affectée par le VIH / sida, la tuberculose et le paludisme.* » a-t-elle déclaré. « *Nous travaillons ensemble pour aborder l'un des problèmes fondamentaux à résoudre, de notre vivant, pour améliorer la condition des africains et les autonomiser.* »

Outre les contributions en espèces et les services en nature, Ecobank est également un soutien important du Fonds mondial. Le partenariat a valu à Ecobank de remporter, l'année dernière, le prix '[African Banking](#)' (en anglais) pour la responsabilité sociale des entreprises de la revue [EMEA Finance](#) (en anglais). Cette année, Ecobank a remporté le Prix Euromoney d'excellence pour la meilleure banque en matière de responsabilité sociale des entreprises.

Collaborations

L'engagement, a rappelé Mme Essiam, souligne la conviction d'Ecobank que les collaborations sont essentielles pour utiliser efficacement les ressources disponibles dans la lutte mondiale pour mettre fin au VIH, au paludisme et à la tuberculose.

« *Le programme de transformation de l'Afrique est menacé si nous continuons à disperser nos ressources* » at-elle déclaré. « *Faire équipe, partager, transformer, est notre proposition de valeur* ».

L'annonce du renouvellement du partenariat avec le Fonds mondial s'inscrit dans le cadre d'un repositionnement plus large de la Fondation Ecobank. Alors que la Fondation reste déterminée à contribuer à l'amélioration du secteur de la santé dans les pays du continent africain, Julie Essiam a déclaré que le réalignement vient de la conviction que « *la santé, à elle seule, ne suffira pas à assurer la prospérité* ».

En conséquence, la Fondation financera également des interventions visant à améliorer l'éducation et l'inclusion financière, avec une attention globale aux questions de genre.

Partenariats avec des institutions bancaires

Le Fonds mondial s'est associé à des institutions bancaires depuis près de dix ans dans le cadre de sa stratégie de valorisation des compétences et des ressources du secteur privé dans l'accomplissement de sa mission. Par exemple, la Standard Bank en Afrique du Sud s'est engagée, lors de la Conférence de reconstitution, à verser quatre millions de dollars dans le cadre de son engagement de longue date envers le Fonds mondial.

Les banques apportent un soutien vital au Secrétariat du Fonds mondial et aux partenaires de mise en oeuvre dans un certain nombre de domaines importants :

- Contribution aux programmes du Fonds mondial. À ce jour, ils ont reçu des contributions directes en espèces et, à l'avenir, comprendront également des campagnes de collecte de fonds conjointes novatrices;
- Fourniture d'informations précieuses et d'expertise pour aider à résoudre les défis communs rencontrés par les partenaires de mise en oeuvre dans le monde entier - par exemple, l'application de nouvelles technologies telles que l'argent mobile pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts associés aux paiements en espèces dans les zones reculées;
- Financement de programmes de formation et de mentorat pour améliorer les capacités de gestion financière des partenaires d'exécution, leur permettant d'optimiser leur performance et leur impact. À titre d'exemple, un programme financé par Ecobank, entrant dans sa troisième année, a soutenu près de 20 partenaires d'exécution au Sénégal, au Soudan du Sud et au Nigeria (portefeuilles de dons dans les trois pays d'un montant total de 2,1 milliards de dollars); et

- Mobilisation des employés, des clients et des réseaux de partenaires afin de soutenir les initiatives de plaidoyer et de rayonnement en faveur de la mission du Fonds mondial.

Patrik Silborn, Directeur du Département Engagement avec le secteur Privé du Fonds mondial, a déclaré: « *On ne saurait trop souligner l'importance du secteur bancaire pour le Fonds mondial. En tant qu'institution financière proprement dite, le Fonds mondial bénéficie grandement des ressources et des connaissances de nos précieux partenaires bancaires, tout en leur permettant de contribuer efficacement à la santé et à la prospérité des communautés où elles opèrent.* »

Outre Standard Bank et Ecobank, des partenariats sont en cours de développement avec des institutions bancaires d'autres régions. Le Fonds mondial participe également de manière significative à l'ensemble de l'industrie des services financiers, par le biais de partenariats avec le réassureur Munich Re et le gestionnaire mondial d'actifs alternatifs Duet Group, entre autres.

[HAUT](#)

5. ACTUALITÉS: L'audit du BIG révèle de graves insuffisances dans la façon dont l'argent les subventions à la RDC est utilisé

En dépit des progrès réalisés par le Fonds dans ses opérations ayant lieu dans ce qu'il définit comme un contexte d'intervention difficile, les difficultés rencontrées en RDC restent problématiques.

Larson Moth

À lire le message de Mark Dybul, Directeur exécutif du Fonds mondial, dans une annexe au [rapport](#) du Bureau de l'Inspecteur général (BIG) sur son audit en République démocratique du Congo (RDC), on pourrait avoir l'impression que, à quelques exceptions près, les subventions accordées par le Fonds mondial à la RDC obtiennent de très bon résultats. Cela contraste avec le rapport lui-même qui a identifié des faiblesses importantes dans tous les domaines d'exécution et de gestion financière des programmes.

L'examen porte sur les subventions en cours mises en œuvre par les principaux bénéficiaires (Ministère de la santé publique, SANRU, Population Services International, Cordaid et Caritas Congo) et leurs sous-bénéficiaires, entre janvier 2014 et avril 2016. L'audit a évalué quatre domaines clés de risque opérationnel et a attribué une note à chacun. Il y a quatre notations possibles, allant de « *inefficace* » à « *efficace* ». « *Nécessite une nette amélioration* » est la deuxième note la plus basse. Comme l'indique le tableau ci-dessous, le BIG a classé

les quatre secteurs de risque opérationnel comme étant « *inefficaces* » ou « *nécessitant une nette amélioration* ».

Tableau: Notations de l'OIG pour les subventions à la RDC

Risque opérationnel	Notation
Efficacité des programmes soutenus par le Fonds mondial pour garantir un accès adéquat aux soins et la qualité des services de santé.	Nécessite une nette amélioration
Conception et efficacité des contrôles internes de la gestion de la chaîne des achats et des stocks dans le pays.	Inefficace
Conception et efficacité des contrôles internes des données programmatiques et résultats des subventions.	Nécessite une nette amélioration
Conception et efficacité des contrôles internes de la gestion financière et fiduciaire.	Nécessite une nette amélioration

Source: Rapport d'audit de l'OIG sur les subventions à la RDC

Qualité des services de santé

En ce qui concerne la qualité des services de santé, le rapport a constaté que l'impact du programme peut être limité par l'inadéquation de la supervision programmatique à tous les niveaux et les lacunes au niveau des mécanismes destinés à prioriser les activités visant à améliorer la qualité des services de santé qui ne sont pas contrôlés.

Le rapport ajoute que l'approche stratégique du Fonds mondial n'a pas toujours apporté la preuve de son efficacité opérationnelle en RDC. Dans ses notes conceptuelles, le pays a estimé que seuls 16% des fonds nécessaires pour atteindre les objectifs stratégiques sont disponibles pour le VIH, 44% pour la tuberculose et 57% pour le paludisme. Le Fonds mondial et ses partenaires continuent d'intensifier les interventions sur les trois maladies en dépit de l'insuffisance de financement. Toutefois, cela ne se traduit pas par des améliorations de niveau équivalent de la qualité des services offerts aux personnes souffrant de ces trois maladies.

Le rapport établit que les capacités de supervision des programmes du ministère de la Santé publique à tous les niveaux, sont toujours limitées. Le rapport poursuit en déclarant que le BIG a constaté des activités de supervision et de formation insuffisantes par les programmes nationaux, en particulier dans le contrôle de la qualité des services.

Pour remédier à cette situation, le Secrétariat du Fonds mondial a accepté de travailler avec les principaux bénéficiaires pour élaborer un plan intégré de supervision des services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme appuyés par le Fonds.

Contrôle des achats et de la chaîne d'approvisionnement

Le rapport souligne d'autres lacunes dans la gestion des produits de santé. En l'absence d'une surveillance programmatique efficace, d'une responsabilisation définie pour la consommation de drogues et d'arrangements formels de transport du niveau central vers les établissements de santé, les ruptures de stock sont omniprésentes le long de la chaîne d'approvisionnement et la péremption des médicaments n'est pas contrôlée.

Le BIG a révélé des ruptures de stock et la péremption des médicaments à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement. Il a observé que l'un des plus grands entrepôts régionaux du pays, à Kinshasa, était en rupture de stock de toutes des formulations de combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine le jour de sa visite et il a noté que trois des 19 entrepôts régionaux étaient en rupture de stock de tous les traitements combinés à base d'artémisinine (TCA) au moment de l'audit.

Le BIG a également constaté que certains types de médicaments étaient souvent indisponibles et que différentes formulations de TCA étaient en rupture de stock pendant un à quatre mois en moyenne. Les tests de dépistage du VIH et certains types de médicaments antirétroviraux n'étaient pas disponibles en moyenne jusqu'à deux mois. Les médicaments antituberculeux ont également été touchés: dans un hôpital, des ruptures de stock d'un mois ont été détectées. Ces ruptures de stocks sont omniprésentes et touchent à la fois les hôpitaux de référence et les centres de santé.

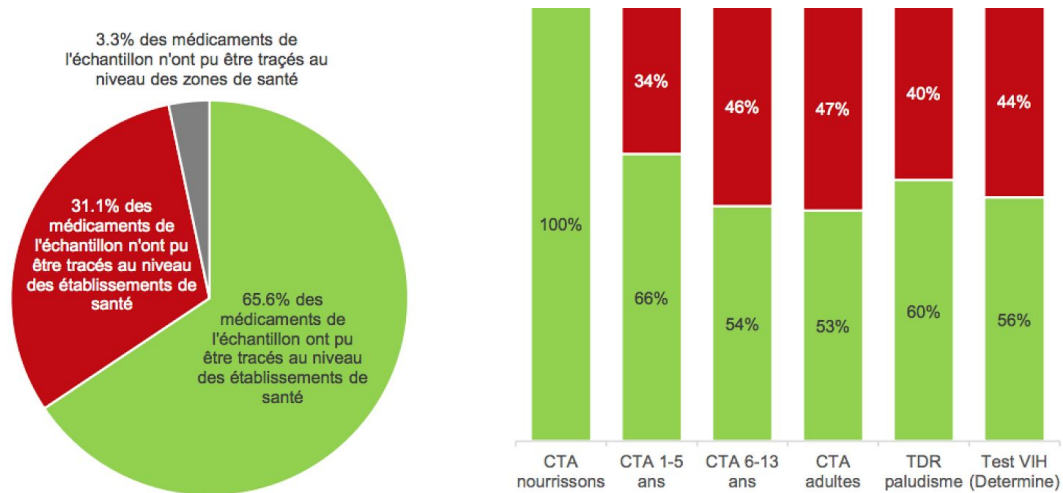
Les auditeurs n'ont pu retracer 31,1% des expéditions de produits initialement expédiés depuis les entrepôts régionaux, entre leurs expéditions des zones sanitaires et la réception attendue dans les établissements de santé. Ce manque de documents prouvant que les médicaments atteignent les établissements de santé a affecté certains médicaments plus que d'autres. Par exemple, 47% des formulations de TCA pour adultes et 40% de tests de dépistage du VIH (Determine) n'ont pu être retracés. En revanche, les auditeurs ont pu suivre les combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine pour nourrissons jusqu'au niveau des établissements de santé.

D'autres problèmes, en dehors de ceux concernant les médicaments, ont été identifiés. Ainsi le rapport fait part d'un exemple de dépense en raison d'un manque de contrôle:

« Un examen du prix unitaire des moustiquaires achetées par deux des maîtres d'œuvre – présentant les mêmes spécifications et assujetties aux mêmes termes commerciaux internationaux " Franco à bord ", mais acquies auprès de fournisseurs différents – révèle une

différence de prix unitaire d'environ 12%. Pour l'un des maîtres d'œuvre, cette différence représente un manque à gagner d'environ 2,5 millions USD. »

Figure: Traçabilité le long de la chaîne d'approvisionnement



Source: Rapport d'audit de l'OIG sur les subventions à la RDC

Dans la figure ci-dessus, le diagramme montre la traçabilité des médicaments du Fonds mondial le long de la chaîne d'approvisionnement. Les barres illustrent la traçabilité des médicaments expédiés depuis les zones sanitaires, les chiffres en rouge indiquant le pourcentage de médicaments non traçables par type.

Pour remédier aux problèmes soulevés par le BIG, le Secrétariat du Fonds mondial présentera au Groupe de travail sur la chaîne d'approvisionnement du Fonds mondial une analyse des actions en cours ou prévues et des initiatives pilotes visant à renforcer les arrangements de la chaîne d'approvisionnement de la RDC pour les produits sanitaires contre le VIH et le paludisme financés par le Fonds.

Selon le rapport du BIG, l'analyse décrira les résultats escomptés, les échéanciers et l'orientation géographique des actions et couvrira l'entreposage, la distribution et les arrangements de livraison du dernier mile gérés par SANRU et Cordaid. Le travail comprendra une évaluation des risques et des options de réponse aux mesures d'atténuation des arrangements actuels de distribution du dernier kilomètre pour les produits ACT et ART. L'analyse présentera également des options pour le Fonds mondial en collaboration avec d'autres partenaires pour parrainer un projet de transformation de la chaîne d'approvisionnement pour les médicaments essentiels sous la direction du gouvernement congolais, conformément à la nouvelle Stratégie nationale de la chaîne d'approvisionnement.

Contrôle des données programmatiques et performance des subventions

Le rapport souligne également que la qualité des données dans les rapports est insuffisante et que des données inexacts continuent d'être signalées, conduisant à la prise de décisions en l'absence de la meilleure information. L'audit a révélé de graves faiblesses tant au niveau de la qualité des données par rapport aux documents source que des contrôles internes autour de la transmission des données d'un niveau à l'autre.

Le rapport indique que les mécanismes assurant la qualité des données sont limités, notamment il y a un manque de directives de la part des responsables de la mise en œuvre sur la qualité des données. Le processus de la qualité des données s'appuie fortement sur la participation des sous-récepteurs aux réunions mensuelles et trimestrielles de validation des données aux niveaux de la zone sanitaire et provinciale et aux rapports des sous-récepteurs aux récepteurs principaux.

Le rapport indique que l'agent local du fonds en RDC effectue des audits de la qualité des données par le biais de contrôles ponctuels ou de la vérification des données sur place, mais ils ne sont pas effectués régulièrement et aucune vérification indépendante de la qualité des données n'a été entreprise depuis 2012; et aucune vérification régulière des données n'a été effectuée en 2015 *sur toutes les maladies*. Le rapport mentionne spécifiquement le fait que la population totale de traitement antirétroviral déclarée au Fonds mondial était de 4% supérieure à celle rapportée par les établissements de santé.

La direction du Fonds a accepté d'entreprendre plusieurs actions, notamment que le Secrétariat du Fonds mondial travaille avec les principaux récepteurs pour élaborer un plan de renforcement des capacités de surveillance et d'évaluation des trois maladies en mettant l'accent sur la collecte, la qualité et l'analyse des données. Ce plan comprendra des mesures de renforcement appropriées pour améliorer la qualité des données, comme le déploiement des systèmes DHIS 2 et Tiernet.

Contrôle de la gestion financière et fiduciaire

La conception des contrôles financiers pour les responsables de la mise en œuvre venant de la société civile s'est améliorée depuis le dernier examen du BIG en 2013 et a été jugée adéquate malgré les lacunes de conformité observées. En revanche, de graves faiblesses ont été relevées dans les capacités de gestion et de contrôle interne de l'unité de gestion du programme, qui gère un portefeuille de 76,61 millions USD pour le compte du ministère de la Santé.

Pour atténuer le risque financier et fiduciaire présent dans ce contexte d'intervention difficile, le Fonds mondial a mis en place un agent fiduciaire en 2012 en vue de renforcer la capacité

de gestion financière. Le rapport indique, cependant, que le premier agent a été remplacé en 2014 en raison de sa faible performance.

En outre, le rapport indique que le Secrétariat du Fonds mondial transmettra à la Cellule d'Appui et de Gestion (CAG) du ministère de la Santé un ensemble d'exigences minimales de performance (financières et d'approvisionnement) à mettre en œuvre afin que le GAC continue à être considéré comme récipiendaire principal. Par la suite, le Secrétariat du Fonds mondial procédera à une évaluation du CAG afin de déterminer les progrès réalisés par rapport à l'ensemble des exigences minimales communiquées au GAC. Les conclusions et recommandations de l'évaluation éclaireront le plan d'action.

Bien que le rapport d'audit n'indique pas de montants potentiels à recouvrer en raison de transactions non admissibles ou non documentées, le rapport indique clairement qu'il y a beaucoup à faire pour améliorer la façon dont les initiatives sont mises en œuvre en RDC.

[HAUT](#)

6. ACTUALITÉS : Des obstacles à l'information pour la société civile, selon le rapport sur les subventions régionales

Quarante trois parties prenantes de quatre pays africains ont été interrogés

Gemma Oberth



eannaso



Un [nouveau rapport de recherche](#) (en anglais) révèle que la société civile et les groupes communautaires sont confrontés à toute une série d'obstacles à l'information à l'égard des subventions régionales du Fonds mondial en Afrique. Le rapport reconnaît que bien que plusieurs études aient détaillé la participation de la société civile et l'engagement des communautés dans les processus du Fonds mondial au niveau national, peu ont cherché à comprendre dans quelle mesure ces groupes peuvent s'engager au niveau régional. Le titre du rapport - *“You just find things happening in a cloud over your head”* ou « On n'est pas au courant de ce qui se passe » - illustre la déconnexion générale que la société civile impliquée dans la mise

en œuvre sur le terrain exprime au sujet des subventions régionales. En avril 2016, un [article de l'OFM](#) au titre similaire divulguait les résultats préliminaires de ce projet de recherche.

Le rapport a été publié par l'organisation [Eastern Africa National Network of AIDS Service Organizations](#) (EANNASO) en tant qu'hôte de la Plate-forme régionale de communication et de coordination pour l'Afrique anglophone.

Les résultats du rapport ont été tirés de 43 interviews menées auprès d'intervenants clés dans quatre pays africains: le Botswana, le Mozambique, le Nigeria et l'Ouganda. EANNASO a choisi de mener des entretiens dans ces pays parce que ceux-ci ont participé à un grand nombre de subventions régionales; Ces quatre pays sont inclus dans neuf des onze subventions régionales en Afrique anglophone. A eux seuls, le Botswana et l'Ouganda sont présents dans cinq subventions régionales.

Sept thèmes clés sont présentés dans le rapport: connaissances, communication, engagement, coordination, durabilité, responsabilisation et valeur.

Selon les personnes interviewées dans le cadre du projet de recherche, la connaissance limitée des subventions régionales au sein de la société civile au niveau national (le premier thème du rapport) découle d'une plus grande étroitesse du processus de consultation et de dialogue menant au développement de notes conceptuelles régionales comparée aux dialogues nationaux nécessaires pour les demandes de financement national. Le chercheur Dennis Tinyebwe, Directeur exécutif du Réseau africain pour les soins aux enfants affectés par le VIH / SIDA (African Network for Care of Children Affected by HIV/AIDS, ANNECA) en Ouganda, a déclaré: « *Je ne pense pas qu'ils comprennent les subventions régionales et qu'ils comprennent les subventions accordées aux pays. C'est en grande partie dû aux mécanismes prévoyant leur participation* ». Il a déclaré que les connaissances seraient améliorées si les candidats régionaux étaient tenus d'aller consulter dans chacun des pays qui font partie de leur programme, mais que cela demande trop de temps et de ressources. Dans [une autre analyse](#) (en anglais) des subventions régionales, certains candidats régionaux ont exprimé leur frustration à l'idée d'investir un an et demi dans le développement d'une note conceptuelle pour un programme de trois ans.

Le deuxième thème - la communication - était axé sur le rôle de l'Instance de Coordination Nationale (ICN) en tant que vecteur d'information clé sur les subventions régionales à destination des communautés. Selon le rapport, les représentants des communautés participent dans une certaine mesure au développement de notes conceptuelles, mais les retours d'information aux communautés plus tard dans le processus sont limités. Ceci est largement lié à la fonction des ICN. Dick Muwhezi, de l'organisation The AIDS Support Organization (TASO) en Ouganda, a déclaré: « *Nous n'avons jamais vu le produit final, mais je sais que les consultations étaient continues et j'espère que cela a fait une différence* ». Le rapport indique que les membres des ICN sont considérés comme responsables de la communication aux parties prenantes des progrès relatifs aux subventions régionales, mais cela ne se passe pas toujours comme ça. Oscar Motsumi, du Botswana Network of AIDS Service Organizations (BONASO), et membre de la société civile dans l'ICN au Botswana, a

reconnu qu'il existe des entraves pour tenir les acteurs locaux au courant. « *Nous sommes confrontés à des défis en ce qui concerne la façon dont nous représentons nos parties prenantes, parce que nous n'avons jamais de ressources pour réunir nos membres* », a déclaré M. Motsumi.

Le manque de connaissances et de communication sur ce qui se passe affectent clairement l'implication de la société civile dans les subventions régionales (le troisième thème). Un membre de la Plate-forme de la société civile du Mozambique pour la coordination de la santé (PLASOC) a noté que « *puisque nous participons à l'élaboration des plans stratégiques nationaux, nous connaissons le contenu des subventions nationales. Pas les régionales.* » Un membre de l'ICN du Mozambique a également souligné que l'implication est souvent entravée, car certaines subventions régionales semblent contourner l'ICN lors de l'engagement avec les pays. Elle a déclaré : « *Comment les candidats aux subventions régionales peuvent-ils entrer dans un pays par l'intermédiaire des ministères et oublier qu'il existe une institution de coordination? Ou alors, s'ils ne reconnaissent pas cette institution, quelque chose ne va pas!* »

“ *Avec les parties prenantes locales, il y a un engagement clair de la société civile contrairement aux régionales, à la fois en terme de mise en oeuvre en temps réel mais aussi en terme de surveillance. Comme je l'ai dit, leur (subvention régionale) nature est étroite. Ce sont en fait les populations ciblées qui sont impliquées.*

Joshua Wamboga - Uganda Network of AIDS Service Organization (UNASO)

Le quatrième thème du rapport était la coordination, ce qui est d'une importance cruciale étant donné le nombre élevé de subventions régionales qui se chevauchent souvent. « *La coordination devient la contrainte. Alors vous souffrez* », a déclaré Junior Molefe, de Men for Health and Gender Justice, au Botswana.

La société civile et les groupes communautaires ont exprimé que la coordination constituait un défi, en grande partie parce que les gens ne savent pas qui met en œuvre les subventions régionales. Par conséquent, des doublons peuvent se produire et passer inaperçus.

Ces doublons ont été mentionnés à la fois entre les subventions nationales et régionales et entre les subventions régionales multiples qui couvrent le même pays. En effet, quatre des sept participants du Nigeria ont indiqué qu'ils ne savaient pas qui étaient les bénéficiaires principaux (PR) ou les sous-bénéficiaires (SR) des subventions régionales. Jacqueline Alesi, du Réseau ougandais des jeunes vivant avec le VIH/sida (Uganda Network of Young People living with HIV/AIDS, UNYPA), a rappelé que connaître les personnes responsables de la

mise en œuvre est essentiel car « *notre rôle est de s'assurer que pendant la mise en œuvre nous sommes là pour aider à surveiller* ».

Le cinquième thème du rapport souligne la nécessité d'une appropriation communautaire au niveau local pour que les subventions régionales soient véritablement durables. « *Les subventions régionales peuvent être pérennes si la communauté est impliquée dans le développement et la mise en œuvre du projet* », a déclaré Mike Akanji de l'Initiative Equal Rights (TIERS) au Nigeria. Nana Gleeson, de l'organisation BONELA, en a convenu, notant que « *nous avons vu des subventions précédentes qui n'ont pas fonctionné si bien. Je pense que c'est dû au manque d'appropriation du projet* ». Un autre point intéressant sur la pérennité a été soulevé par Pilot Mathambo, du Pilot Mathambo Centre for Men's Health au Botswana, qui a souligné l'importance de la participation au niveau local: « *Si vous voulez obtenir des changements juridiques et politiques au niveau régional, vous devez également changer les attitudes des gens sur le terrain, sinon cela ne sert à rien.* »

“ Si le Fonds Mondial souhaite sérieusement faire le suivi de l'implication des communautés, les gens doivent savoir ce qui se passe et ils doivent obtenir les informations nécessaires afin d'être en mesure d'analyser et faire part de leurs retours. Et où est-ce que cela se passe? Dans un nuage au dessus de votre tête. Et à la fin, ils vont faire une sorte d'évaluation et vous direz : eh bien, “je n'étais pas au courant”. Cela n'est pas suffisant. Ce type d'informations doit être mis à la disposition de tout le monde.

Nana Gleeson - Botswana Network on Ethics, Law and HIV and AIDS (BONELA)

Sur le thème de la responsabilisation, le rapport a mis en évidence les questions de représentation des populations clés en particulier. Bon nombre des subventions régionales en Afrique anglophone sont axées sur les questions relatives aux droits humains et sur le renforcement des réseaux pour les populations clés. Un informateur clé du Nigeria a indiqué que « *l'un des mécanismes [de responsabilisation] est l'ICN, car les communautés et les populations touchées y siègent* ». Mais Mike Akanji (TIERS) a noté que « *les programmes régionaux ont des instances régionales de coordination*

(IRC) ; Cependant, les populations clés ne sont pas représentées à l'IRC. »

Le dernier thème exploré dans le rapport - la valeur - a fait état des opinions des participants autour de la question de savoir si s'impliquer dans les subventions régionales vaut la peine pour eux. Malgré les défis susmentionnés, la plupart des participants estiment que les subventions régionales sont d'une importance cruciale et que la société civile et les communautés doivent être soutenues pour mieux s'impliquer. Laila Alberto Jose Sueye, de Tiyane Vavasate, une organisation dirigée par les travailleurs du sexe au Mozambique, a déclaré: « *Je suis très impressionnée que le Fonds mondial se souvienne des travailleurs du sexe. Dans mon pays, personne ne veut parler des travailleurs du sexe* ». « *Le Fonds*

mondial » a-t-elle continué « améliore l'environnement favorable, ce qui est très important. Les subventions régionales sont importantes pour cela ». Maatla Otsogile du Secrétariat de l'ICN au Botswana a acquiescé, précisant : « nous pensons que nous sommes plus forts si nous combinons nos efforts. Faire quelque chose à l'échelle régionale est très, très, important. Ces subventions régionales sont très, très nécessaires. »

Le rapport se termine par cinq recommandations (ou « points d'action ») résultant de l'analyse des entretiens:

- Élargir l'accès à l'information relative aux subventions régionales, et ne plus compter sur les ICN comme seul canal de communication;
- Accroître la participation des communautés aux étapes de la conceptualisation, de la conception et de l'évaluation des subventions régionales;
- Créer des opportunités pour la société civile et les groupes communautaires au niveau des pays d'être bénéficiaires de certaines composantes des subventions régionales afin d'assurer une plus grande adhésion et une plus grande pérennité;
- Donner la priorité à l'assistance technique, au renforcement des capacités et au financement, ce qui facilite la capacité de la société civile et des groupes communautaires à demander des comptes sur les subventions régionales; et
- Donner des retours cohérents et fiables à tous les pays et communautés impliqués.

Les annexes du rapport comprennent des tableaux et des cartes des 11 subventions régionales couvrant les pays africains anglophones, y compris les noms des PR, les montants des subventions, les pays couverts, la portée des subventions et les coordonnées des personnes clés.

[HAUT](#)

7. ACTUALITÉS ET ANALYSE : Certains bénéficiaires principaux luttent avec les exigences du Fonds mondial en matière d'élaboration de rapport

Certains bénéficiaires principaux craignent que le niveau des exigences en matière de rapport nuisent au travail programmatique

Andrew Green

À cause des exigences trop strictes qui prennent trop de temps en matière d'établissement des rapports, certains bénéficiaires principaux (PR) du Fonds mondial ont dû se réorganiser et ont dû refuser des sous-bénéficiaires potentiels qui ne pouvaient pas respecter les normes exigées.

« Les PR ont régulièrement constaté qu'ils passaient plus de temps à rédiger et à répondre aux demandes de rapports et aux vérifications des agents locaux qu'à mettre en œuvre leurs subventions », a déclaré, dans un mail à Aidsplan, Barbara Rieckhoff, coprésidente du Réseau des bénéficiaires principaux de la société civile.

Même parmi les bénéficiaires qui ont la capacité de satisfaire aux exigences, certains ont déclaré que, alors que les obligations d'établissement des rapports évoluent, ils ne reçoivent pas assez d'appui du Fonds mondial et que la responsabilité de trouver comment intégrer ces changements retombe sur eux.

Fixation des exigences en matière d'établissement des rapports

L'Instance de Coordination Nationale nomme un PR durant le processus de rédaction de sa note conceptuelle, mais le travail du PR commence vraiment sérieusement une fois que la note conceptuelle est approuvée et que le processus [d'établissement de subvention](#) (en anglais) commence.

À ce moment-là, le PR est responsable de l'élaboration ou de la contribution à plusieurs outils qui aident à définir leurs exigences de rapports ultérieurs. Cela comprend une cartographie des arrangements de mise en œuvre qui est essentiellement un aperçu, montrant « *qui va faire quoi, et avec quelle partie des fonds de la subvention* », selon le site du Fonds mondial. Les PR doivent également élaborer un cadre de performance qui définit les indicateurs et les cibles à atteindre grâce à la subvention et détaille la façon dont le PR entend recueillir, rassembler et analyser les données de ses programmes.

Les PR sont également tenus de soumettre une liste de tous les produits qu'ils ont l'intention d'acheter avec la subvention, un budget détaillé et un dossier d'informations de base sur leur organisation.

Ces outils sont des éléments clés d'une subvention finale que le Comité d'approbation des subventions examine d'abord avant de la soumettre au Conseil du Fonds mondial pour

autorisation finale. Il est ensuite signé et un premier décaissement au PR est effectué, c'est-à-dire lorsque le processus d'établissement des rapports intervient.

Les exigences en matière de rapports

Les spécificités des rapports varient en fonction des outils développés au cours du processus d'établissement de la subvention, mais les exigences de base sont assez cohérentes. Un PR est habituellement tenu de faire rapport tous les six mois sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés dans le cadre de performance, d'élaborer son processus de passation des marchés et de gestion de l'offre et d'offrir une auto-évaluation globale du rendement de la subvention.

Un PR doit également inclure une évaluation détaillée de ses résultats financiers et de ses besoins et, lorsque la subvention est toujours en cours, il doit également identifier les besoins de trésorerie pour la prochaine année de mise en œuvre.

« Le Fonds mondial a l'obligation envers toutes les parties prenantes de faire rapport d'impact le plus largement possible », a déclaré Seth Faison, Directeur de la communication au Fonds mondial. « Cela oblige souvent chaque PR à produire des quantités importantes de données ». Certains PR se plaignent, cependant, que c'est tout simplement trop.

Défis dans l'établissement des rapports

Mokhothu Makhalanyane est le coordinateur adjoint de l'Unité de coordination du Fonds mondial au ministère des Finances du Lesotho. Le ministère est le PR pour trois subventions actives, selon la [base de données](#) du Fonds mondial (en anglais).

« Je pense que les exigences en matière d'établissement des rapports pour le Fonds mondial sont trop grandes », dit-il, en les comparant à d'autres subventions sur lesquelles il a travaillé pour des organisations et des entreprises comme la Banque mondiale, Irish Aid et Bristol-Myers Squibb. Les rapports « prennent beaucoup de temps. On ne dirait pas qu'ils ne sont destinés aux pays qui développent encore leur capacité. »

Cela est particulièrement vrai, dit-il, en travaillant avec les SR pour recueillir les informations financières et de performance nécessaires aux rapports. Dans certaines collectivités, le ministère n'a pas réussi à identifier les SR qui peuvent mettre en œuvre des programmes, car il n'existe tout simplement pas l'infrastructure nécessaire pour fournir la documentation, comme les reçus, indispensables pour répondre aux normes du Fonds mondial.

Au cours d'une visite récente de fonctionnaires du Fonds mondial, il a pu leur montrer certains défis de l'équipe en charge d'établir les rapports et a l'espoir que cela pourrait susciter certains changements.

Suivi

Par le passé, le [National Emergency Response Council on HIV and AIDS](#) (NERCHA - Conseil national d'intervention en cas d'urgence sur le VIH et le sida) au Swaziland a également rencontré certaines difficultés pour se tenir au courant des exigences du Fonds mondial en matière de rapports. Dumisani Kunene, Directeur des services financiers, a déclaré en 2011 que NERCHA a dû créer une unité de gestion des subventions distincte parce que les exigences du Fonds mondial menaçaient de submerger l'équipe de coordination générale du programme de l'organisation.

Ils ont également reçu des fonds du Fonds mondial pour réviser leur système de comptabilité et de rapports. M. Faison a déclaré que cela correspondait à un effort plus vaste du Fonds mondial visant à organiser des formations sur le terrain en matière de rapports et à financer des activités de renforcement des capacités et de renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation.

NERCHA est maintenant facilement capable de gérer ses subventions, mais M. Kunene déclare que son équipe a toujours l'obligation de rester au fait et de se préparer à toutes nouvelles exigences. Cela comprend les obligations récemment introduites de rendre compte des activités du programme qui, bien qu'elles ne soient pas payées par le Fonds mondial, sont nécessaires pour la mise en œuvre réussie des subventions du Fonds mondial. À titre d'exemple, il a signalé qu'un nouvel insectarium pour le paludisme était actuellement en construction. Le Fonds mondial paie pour se procurer des biens et du matériel, mais le gouvernement du Swaziland finance la construction actuelle du bâtiment. Néanmoins, NERCHA a été obligée de rendre compte du processus de recherche d'un site, de la nomination des concepteurs et de l'approbation des plans de conception et de la mise en service de l'insectarium.

Les exigences sont importantes, déclare M. Kunene, « *car elles donnent une image claire de ce qui a causé des retards dans la mise en œuvre* », mais il s'inquiète du fait que le travail supplémentaire que cela entraîne ne pèsent trop sur les ressources d'un PR.

Cela souligne l'une des préoccupations majeures de M. Rieckhoff, le coprésident du groupe de la société civile, à savoir que si le Fonds mondial offre une aide au renforcement des capacités, cette aide n'est pas suffisante et elle n'est, souvent, pas mis en œuvre parallèlement aux nouvelles exigences en matière d'établissement des rapports.

[HAUT](#)

8. ACTUALITÉS : Nouveautés concernant le processus de demande de fonds pour 2017-2019

La FAQ donne plus d'informations sur le processus de demande de subventions pour la période 2017 à 2019

David Garmaise

Le Fonds mondial a récemment publié une [Foire aux questions](#) (FAQ) de 16 pages sur le processus de demande de subventions pour 2017-2019.

Comme nous l'avons signalé dans le [dernier numéro de l'OFM](#), il y aura trois types de demandes de financement pour la période de répartition: l'examen complet, l'examen personnalisé, et la reconduction du programme. La FAQ donne plus de détails.

Le processus d'**examen complet** est défini comme un « *examen approfondi de la démarche et des priorités stratégiques d'un programme* ». Il est similaire aux notes conceptuelles utilisées lors de la dernière période d'allocation.

Dans le cadre du processus d'**examen personnalisé**, les exigences de documentation « *sont adaptées selon qu'il s'agit de contextes d'intervention difficiles, de transition, de demandes fondées sur la stratégie nationale, de financements fondés sur les résultats ou d'autres modes de financement innovants, ou de reprogrammations importantes dans des domaines définis.* »

Pour les candidats utilisant l'approche de la **reconduction du programme**, le processus est simplifié et rationalisé afin que « *les programmes qui obtiennent de bons résultats et ne nécessitent pas de modifications importantes puissent poursuivre la mise en œuvre sans perturbation majeure.* »

L'utilisation de l'approche de la reconduction du programme sera limitée aux candidats qui répondent à certains critères, tels que : de bons résultats programmatiques, un fort taux d'absorption, un profil de risque peu élevé, et dont le programme ne nécessite pas de modifications importantes. Les demandes de financement de continuation du programme doivent être présentées début 2017. Le Fonds mondial a déclaré que des informations supplémentaires seront fournies dans la lettre d'allocation.

Le Fonds prévoit d'envoyer des lettres d'allocation à tous les candidats éligibles en décembre 2016. Chaque lettre contiendra le montant de l'allocation pour ce pays. À la fin de la Conférence de reconstitution, le Fonds mondial avait levé 12,9 milliards de dollars. En octobre, le Comité Technique d'examen déterminera le montant disponible pour les allocations par pays.

Selon la FAQ, toutes les demandes de financement présentées au cours de la période d'allocation 2017-2019 doivent s'étendre au minimum jusqu'au 31 décembre 2020. En effet, les décaissements au titre de la période d'allocation ultérieure (à savoir 2020-2022) ne devraient pas commencer avant la fin de 2020.

Selon le Fonds mondial, des procédures simplifiées ont été introduites au vu des enseignements tirés du dernier cycle de financement (2014/2016). La FAQ donne un exemple: À l'étape de la candidature, le document-type modulaire a été remplacé par le cadre de résultats et le budget. Cela signifie qu'il n'y aura pas besoin de créer un cadre de résultats et un budget à partir de zéro lors de l'établissement des subventions, comme ce fut le cas au cours du dernier cycle.

La FAQ indique que, comme précédemment, chaque candidat sera invité à inclure dans leur dossier une demande de financement par ordre de priorité au-delà de la somme allouée.

Le Comité technique d'examen a été élargi pour inclure davantage d'experts sur les systèmes de santé résistants et pérennes, les droits humains et l'égalité de genre, ainsi que sur les questions transversales.

La FAQ comprend des questions sur les sujets suivants : l'admissibilité des pays ; la reprogrammation des subventions ; les populations clés ; les droits humains et le genre ; les systèmes de santé ; le co-financement ; les exigences requises en matière de demande ; et l'établissement des subventions. L'OFM fera état des réponses de la FAQ sur certains de ces sujets dans un prochain numéro.

Rappel: Les pays qui mettent en œuvre des subventions se terminant le 31 décembre 2017 au plus tard, et qui attendent de recevoir une allocation pour 2017-2019, devrait commencer à se préparer rapidement pour leurs prochaines demandes de financement.

[HAUT](#)

Ceci est le numéro 32 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds Mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire au rédacteur en chef, Larson Moth (larson.moth@aidspan.org). Pour vous abonner à l'OFM, rendez vous sur www.aidspan.org. Les articles sont disponibles également en anglais et certains en russe.

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions. (<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan (www.aidspace.org) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur du Fonds et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds mondial et en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « source : lettre d'information de l'Observatoire du Fonds Mondial (www.aidspace.org/gfo), un service d'Aidspan ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

Droits d'auteurs © 2016 par Aidspan. Tous les droits réservés.

[HAUT](#)